

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 18 DÉCEMBRE 1912.

Projet de loi approuvant le traité d'amitié et de commerce conclu
le 18 avril 1912 entre la Belgique et la Bolivie (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. GILLES DE PÉLICHY.

MESSIEURS,

« Aucun pays ne peut plus vivre de ses propres ressources, disait, au Congrès de Mons, M. Albert van Oye, membre du Conseil supérieur de l'industrie et du commerce de Belgique, délégué de la Chambre de commerce belge de Paris (3). Le besoin d'importation et d'exportation se fait sentir partout.

» C'est l'expansion mondiale qui crée ces besoins.

» La prospérité d'une race est en raison de l'importance acquise par cette expansion, et c'est ainsi qu'on peut apprécier l'utilité des colonies et des établissements à l'étranger, rattachés à la patrie lointaine par les hommes qui les dirigent, par les capitaux ou par les intérêts qui y sont engagés. Les grandes Puissances comme les petites ont compris cette situation : leurs représentants s'en vont partout dans le monde cherchant à provoquer des courants d'échange, à répandre les produits de leur sol et de leur industrie, et à créer au loin des établissements utiles répondant aux besoins des localités qui en sont privées.

(1) Projet de loi, n° 32.

(2) La Commission était composée de MM. WAUWERMANS, président, BOËL, DE KERCHOVE D'EXAERDE, PIRARD et GILLES DE PÉLICHY.

(3) *Moyens et agents d'expansion économique*. Rapport présenté au Congrès d'expansion mondiale de Mons, Section VI, p. 679.

» Il s'établit ainsi un lien qui transporte, en quelque sorte, la patrie au delà des mers et la répand dans le monde. »

Le premier devoir de l'État est, dans l'occurrence, de veiller à la sécurité des artisans de son expansion. « Il doit également, car lui seul peut le faire, ajoutait au même Congrès le comte B. de Lichtervelde, assurer une certaine unité dans leurs efforts, une certaine continuité dans leur action, en vue de sauvegarder l'avenir de leurs œuvres.

» L'État assure la sécurité de ses ressortissants à l'étranger de manière différente suivant les pays qui sont le théâtre de leur activité. Dans la plupart des pays civilisés, des traités d'établissement, d'amitié et de commerce, ou les principes généraux de la législation, assurent la sécurité de la vie et des biens des étrangers.

» Pour avoir rempli toutes ses obligations vis-à-vis de ses ressortissants, l'État n'a qu'à veiller à ce que le droit en vigueur soit strictement appliqué à ses nationaux. Les organes de cette protection sont les agents diplomatiques et consulaires qui recourent, lorsqu'il le faut, aux bons offices des autorités locales ⁽¹⁾. »

Le traité d'amitié et de commerce conclu, le 18 avril 1912, entre la Belgique et la Bolivie garantit le traitement de la nation la plus favorisée tant aux sujets qu'aux produits des deux pays en matière d'établissement, de commerce, de douane et de navigation.

Ce traitement ne fait obstacle ni aux avantages que chacun de ces pays accorderait à une tierce Puissance en vertu d'une union douanière, ni aux mesures spéciales que chacun des deux pays pourrait être amené à prendre pour des motifs sanitaires, ni même à la perception, par l'un des deux pays, de droits supplémentaires en compensation des primes d'exportation ou de production dont bénéficieraient certains produits dans l'autre pays.

Ces clauses sont conformes à ce que stipulent la plupart de nos traités de commerce.

Si l'article 3 du traité prévoit, comme dans presque toutes les conventions semblables conclues par les Etats de l'Amérique latine, que, nonobstant la clause indiquée ci-dessus, la Bolivie garde la faculté d'accorder des faveurs spéciales, exemptions et privilèges aux sujets et aux produits des États qui lui sont limitrophes, ce même article admet aussi que, dans le cas où ces faveurs seraient accordées à d'autres pays non limitrophes, elles seront acquises également à la Belgique.

Notons encore qu'en vertu de l'article 4 aucun Belge ne sera astreint en Bolivie au service militaire, aussi bien dans l'armée régulière et la marine que dans la milice et la garde civique; jamais il ne sera astreint à d'autres prestations et réquisitions militaires que celles imposées aux Boliviens et ceci moyennant les indemnités prévues par les lois en vigueur dans ce pays. Les mêmes faveurs seront accordées aux Boliviens résidant en Belgique.

(1) *De la protection des entreprises nationales à l'étranger.* Rapport présenté au Congrès de Mons, Section VI, p. 343.

Comme l'indique l'Exposé des motifs, « l'article 5 du traité, qui est relatif aux questions de nationalité que peut soulever l'établissement de sujets de l'un des deux pays sur le territoire de l'autre, offre pour nous une grande importance, en présence des conflits de lois auxquels donne lieu l'application de deux systèmes juridiques différents », celui du *jus sanguinis* et celui du *jus soli*.

« Le développement des familles par voie de génération, l'accroissement de la population ainsi liée par le même sang est évidemment le mode le plus simple et l'un des plus primitifs qu'on puisse imaginer. C'est à proprement parler le domaine du *jus sanguinis* : est indigène celui qui est né de parents indigènes.

» Mais ce mode n'est pas le seul. Le voisinage, la vie commune sur un même sol, les manières identiques d'être et de penser qui en sont la conséquence, parfois la conquête, créent des liens parfois aussi puissants que ceux de la génération. De là l'application nécessaire d'un autre principe, le principe du *jus soli* : est national celui qui est né sur le sol.

» Enfin, de tout temps, mais spécialement dans les temps modernes, des mélanges ou pour mieux dire des unions se produisent entre personnes de nationalités différentes, et, d'autre part, des étrangers, se trouvant dans des conditions particulières, témoignent du désir de changer de nationalité. De là d'autres nécessités auxquelles il faut parer. Et ainsi naissent tout naturellement deux autres principes : celui de l'unité de la famille et celui de la volonté personnelle de l'individu.

» Ces principes doivent se combiner à des degrés variables dans toute législation sur l'indigénat : aucun d'entre eux ne saurait avoir une prédominance exclusive. Certes, les principes majeurs restent le *jus sanguinis* et le *jus soli*. Mais les deux autres jouent à côté de ceux-ci un rôle important. ⁽¹⁾ »

La Bolivie, comme les autres états de l'Amérique latine, suit le système juridique du *jus soli*; chez nous, nul ne l'ignore, c'est celui du *jus sanguinis* qui est en vigueur.

Pour éviter toute difficulté quant à la dénomination de la nationalité des sujets des deux pays, l'article 5 du traité stipule que « doivent être considérés comme Belges en Bolivie et comme Boliviens en Belgique : les Belges qui s'établissent en Bolivie et les Boliviens qui s'établissent en Belgique, en conservant leur nationalité suivant les lois de leur patrie.

» Les enfants nés en Belgique de sujets boliviens et les enfants nés en Bolivie de sujets belges pourront à l'âge de vingt et un ans accomplis, et dans le délai d'un an, opter pour l'une ou l'autre nationalité, étant ainsi appelés à jouir des faveurs accordées par le traité aux sujets possédant la nationalité pour laquelle ils auront opté. »

Eu égard au droit d'option prévu par le même article, « le fils né en

(1) M. Léon de Lantsheere, Ministre de la Justice, séance du Sénat du 22 mars 1909. Discussion du projet de loi sur l'acquisition et la perte de la nationalité.

Belgique d'un père bolivien, de même que le fils né en Bolivie d'un père belge, ne seront pas appelés au service militaire avant 22 ans accomplis ».

Le traité du 18 avril 1912, conclu pour une période de dix années, peut être prolongé par tacite reconduction.

Estimant que le projet de loi protège d'une manière efficace les droits de nos nationaux, à l'unanimité de ses membres présents, votre Commission vous propose, Messieurs, de l'adopter.

Le Rapporteur,

CH. GILLÈS DE PELICHY.

Le Président,

WAUWERMANS.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGAADERING VAN 18 DECEMBER 1912.

Wetsontwerp houdende goedkeuring van het Verdrag van vriendschap en van koophandel, op 18 April 1912 gesloten tusschen België en de Republiek Bolivia (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER GILLES DE PELICHY.

MIJNE HEEREN,

« Geen land dat nog kan teren op zijne eigene middelen, zoo sprak, op het Congres te Bergen, de heer Albert van Oye, lid van den Hoogeren Raad van Nijverheid en Arbeid in België en afgevaardigde van de Belgische Kamer van Koophandel te Parijs (3). Behoefte aan in- en uitvoer doet zich overal voor.

» Die behoeften ontstaan door economische uitbreiding over gansch de wereld.

» De welvaart van een ras staat in verhouding tot de belangrijkheid, aan die uitbreiding gegeven, en zóó kan worden gewaardeerd het nut van de koloniën en van de instellingen in den vreemde, met het moederland verbonden door de kapitalen die er in gestoken of door de belangen die er mede bemoeid zijn. De groote Mogendheden zoowel als de kleine hebben dien toestand begrepen : hunne vertegenwoordigers gaan overal in de wereld, er zich op toeliggende eene strooming voor ruilhandel te verwekken,

(1) Wetsontwerp, n° 32.

(2) De Commissie was samengesteld uit de heeren WAUWERMANS, voorzitter, BOEL, DE KERCHOVE D'EXAERDE, PIRARD en GILLES DE PELICHY.

(3) *Moyens et agents d'expansion économique*. Verslag ingediend op het Congres te Bergen, Afdeling VI, blz. 679.

de voortbrengselen van haren bodem en van hare nijverheid te verspreiden en in verre landen nuttige instellingen tot stand te brengen, beantwoordende aan de noodwendigheden der plaatsen die daarvan beroofd zijn.

» Zoo ontstaat er een band die, als 't ware, het vaderland over de zeeën voert en het over het wereldrond verspreidt. »

Onder die omstandigheden heeft de Staat tot eersten plicht, te zorgen voor de veiligheid van de baanbrekers zijner uitbreiding. « De Staat moet ook, want hij alleen vermag het, zegde op hetzelfde Congres graaf B. de Lichtervelde, zekere eenheid in hunne pogingen teweegbrengen en tevens zekeren samenhang in hunne werking, ten einde hunne scheppingen in de toekomst te vrijwaren.

» De Staat verzekert de veiligheid van hen die onder zijn gebied behoorren, en wel op verschillende wijze volgens de landen waarin hunne bedrijvigheid zich lucht geeft. In het meerendeel der beschaafde landen wordt de veiligheid van het leven en van de goederen der vreemdelingen beschermd door tractaten tot vestiging, vriendschap en koophandel of door de algemeene beginselen der wetgeving.

» Heeft de Staat al zijn verplichtingen jegens zijne onderhoorigen nageleefd, dan behoeft hij enkel er voor te zorgen dat het bestaande recht stipt worde toegepast op zijn onderdanen. De werktuigen dezer bescherming zijn de diplomatische en consulaire ambtenaren die desnoods de goede diensten inwinnen van de plaatselijke overheden ⁽¹⁾. »

Het vriendschaps- en handelsverdrag, op 18 April 1912 gesloten tusschen België en Bolivia, waarborgt zoowel aan de onderdanen als aan de voortbrengselen van beide landen de behandeling van de meest begunstigde natie in zake van vestiging, handel, tolrechten en scheepvaart.

Deze behandeling is geen hinderpaal noch voor de voordeelen die elk dezer landen zou toekennen aan eene derde Mogendheid krachtens een tolverdrag, noch voor de bijzondere maatregelen die elk der beide landen, bij voorkomend geval, mocht nemen wegens gezondheidsredenen, noch voor de heffing, door een der beide landen, van aanvullende rechten ter vergelding van premiën van uitvoer of voortbrenging, welke aan zekere voortbrengselen van het ander land zouden ten goede komen.

Deze bedingen komen overeen met die van de meeste onzer handelsverdragen.

Zoo artikel 3 van het Verdrag voorziet, evenals in schier al de soortgelijke overeenkomsten gesloten tusschen de Staten van Latijnsch Amerika, dat, ondanks bovengemeld beding, Bolivia de vrijheid behoudt bijzondere voordeelen, vrijstellingen en voorrechten toe te kennen aan de onderdanen en voortbrengselen der haar aangrenzende Staten, dan neemt dit artikel ook aan, dat, ingeval deze voordeelen worden toegekend aan niet aangrenzende landen, zij ook zullen worden verstrekt aan België.

⁽¹⁾ *De la protection des entreprises nationales à l'étranger*. Verslag uitgebracht op het Congres te Bergen, Afdeling VI, bl. 848.

Merken wij ook aan, dat, krachtens artikel 4, geen Belg in Bolivia gehouden is tot militairen dienst, zoo min in het regulier leger en de marine als in de militie en de burgerwacht; nooit zal hij gehouden zijn tot andere militaire verstrekingen en opeischingen dan die zijn opgelegd aan de Boliviërs zelf, en wel mits de vergoedingen voorzien bij de in dit land bestaande wet. Dezelfde voordeelen worden toegekend aan de in België verblijvende Boliviërs.

Zooals wordt gezegd in de Memorie van Toelichting, « is artikel 5 van het Verdrag, betreffende de quaestiën van nationaliteit die kunnen ontstaan uit de vestiging van onderdanen van een der beide landen op het grondgebied van het andere, van het hoogste belang voor ons, wanneer het wetsconflicten geldt, waartoe de toepassing van twee verschillende juridische stelsels aanleiding geeft », het stelsel van het *jus sanguinis* en dit van het *jus soli*.

« De ontwikkeling der familiën door middel van voortteling, de aangroei der bevolking aldus door hetzelfde bloed verbonden, dat is klaarblijkelijk de eenvoudigste wijze en een van de meest oorspronkelijke, welke men zich kan voorstellen. Dat is eigenlijk het gebied van het *jus sanguinis* : is inboorling hij die uit inlandsche ouders geboren is.

» Dat is echter niet de eenige wijze. Banden, soms zoo sterk als die der bloedverwantschap, komen tot stand door de nabuurschap, door het samenleven op denzelfden grond, door dezelfde levens- en denkwijzen die het gevolg daarvan zijn, soms ook door de verovering. Uit dien hoofde behoeft men noodzakelijkerwijs een ander beginsel toe te passen, met name het beginsel van het *jus soli* : is inlander hij die op 's lands grond geboren is.

» Eindelijk, te allen tijde, doch vooral in den modernen tijd, vermengen zich of, beter gezegd, vereenigen zich personen van verschillende nationaliteit en, anderdeels, geven vreemdelingen, die in een bijzonderen toestand verkeerden, blijk van het verlangen om van nationaliteit te veranderen. Daaruit volgen andere behoeften, waarin dient te worden voorzien. En zoo ontstaan natuurlijkerwijs twee andere beginselen : het beginsel der familie-eenheid en dat van de individueele wilsbeschikking.

» Deze beginselen moeten in elke wet op de inboorlingschap, in veranderlijke mate, in overeenstemming met elkander gebracht worden : geen enkel dezer zou uitsluitend kunnen gelden. Gewis blijven de hoogere beginselen : *jus sanguinis* en *jus soli* van kracht; doch, benevens deze, hebben de beide andere eene belangrijke rol. (1) »

Bolivia, evenals de overige Staten van Latijnsch Amerika, volgt het juridisch stelsel van het *jus soli*; te onzent, zooals iedereen weet, geldt het *jus sanguinis*.

Ten einde elke moeilijkheid betreffende de benaming van de nationaliteit

(1) L. de Lantsheere, Minister van Justitie, Senaat, 22 Maart 1900. Behandeling van het ontwerp van wet op het verwerven en het verliezen van de nationaliteit.

te vermijden voor de onderdanen van beide landen, wordt bij artikel 3 van het Verdrag bepaald, dat « als Belg in Bolivia en als Boliviaan in België moeten beschouwd worden : de Belgen, die zich vestigen in Bolivia, en de Bolivianen die zich vestigen in België, doch tevens hunne nationaliteit behouden volgens de wetten van hun land.

» De kinderen, in België geboren uit Boliviaansche ouders, en de kinderen, in Bolivia geboren uit Belgische ouders, kunnen, wanneer zij den vollen leeftijd van 21 jaar hebben bereikt, en binnen het tijdsverloop van één jaar, eene van beide nationaliteiten aannemen; zóó worden zij geroepen om in genot te treden van de voordeelen, door het Verdrag toegekend aan de ingezetenen die de nationaliteit hunner keuze bezitten. »

Ten aanzien van het recht van keuze, bij hetzelfde artikel gehuldigd, « zullen noch de zoon, uit een Boliviaanschen vader geboren in België, noch de zoon, uit een Belgischen vader geboren in Bolivia, tot den militairen dienst worden opgeroepen, alvorens zij ten volle 22 jaar oud zijn. »

Het Verdrag van 18 April 1912, voor een tijdperk van tien jaren gesloten, kan bij stilzwijgende hernieuwing worden verlengd.

De Commissie, van oordeel zijnde dat het wetsontwerp de rechten onzer landgenooten op doeltreffende wijze beschermt, stelt u met algemeene stemmen voor, Mijne Heeren, uwe goedkeuring daaraan te verleen.

De Verslaggever,

CH. GILLÈS DE PELICHY.

De Voorzitter,

WAUWERMANS.

